

Répression : Amnesty International dénonce des « disparitions forcées sans précédent » en Egypte

mercredi 13 juillet 2016, par [Le Monde.fr](http://LeMonde.fr) (Date de rédaction antérieure : 13 juillet 2016).

Amnesty International demande au président égyptien Abdel Fattah Al-Sissi d'ouvrir une commission d'enquête sur les « disparitions forcées » dans son pays.

Adolescents suspendus par les jambes, jeunes hommes frappés et électrocutés, citoyens séquestrés pendant des mois : Amnesty International accuse le pouvoir égyptien de tortures et d'enlèvement dans un rapport publié mercredi 13 juillet. Le Caire nie régulièrement avoir recours à de telles pratiques, reconnaissant seulement des « incidents isolés ».

« Ce rapport révèle les tactiques choquantes et sans pitié que les autorités égyptiennes sont prêtes à employer pour terrifier les opposants au pouvoir et les réduire au silence », explique Philip Luther, directeur de l'ONG pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord.

« Les disparitions forcées sont devenues un des instruments clés de la politique d'Etat en Egypte. Toute personne qui ose exprimer des critiques est en danger », déplore l'organisation, qui note une recrudescence des disparitions depuis l'arrivée au ministère de l'intérieur de Magdi Hamid Abdel Ghaffar, ex-membre du SSI, l'ancienne police secrète du président déchu Hosni Moubarak. Amnesty estime que trois à quatre personnes sont enlevées chaque jour, le plus souvent lors de raids chez eux du NSA, l'héritier du SSI.

Un adolescent violé avec un bâton

Parmi les dix-sept cas cités par l'ONG, cinq concernent des mineurs, dont un adolescent de 14 ans, « violé à plusieurs reprises avec un bâton, afin qu'il fasse de faux aveux ». Amnesty dénonce « la collusion » entre les forces de sécurité et des autorités judiciaires, « disposées à mentir pour couvrir leurs agissements ou qui s'abstiennent d'enquêter sur les allégations de torture ».

L'organisation sise à Londres n'est pas la seule à s'alarmer. La Commission égyptienne des droits et des libertés, qui incrimine les services de sécurité, a décompté 544 cas de disparitions entre le 1^{er} août 2015 et le 31 mars 2016.

« Tous les Etats, en particulier les Etats membres de l'Union européenne et les Etats-Unis, doivent utiliser leur influence et faire pression sur l'Egypte pour qu'elle mette fin à ces violations », réclame M. Luther. Le rapport appelle également le président Abdel Fattah Al-Sissi à mettre en place une commission d'urgence pour enquêter sur ces violences en mesure d'auditer « sans interférence » toutes les agences gouvernementales, y compris militaires.

La question des disparitions en Egypte retient l'attention des pays occidentaux depuis l'affaire Giulio Regeni, un étudiant italien enlevé le 25 janvier et retrouvé mort avec des traces de torture dans une

banlieue du Caire. Selon la police, il a été victime de la violence d'un gang, une version à laquelle les autorités italiennes ne croient pas.

Le Monde.fr

P.-S.

* Le Monde.fr avec AFP Le 13.07.2016 à 03h45 • Mis à jour le 13.07.2016 à 07h23 :
http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/07/13/amnesty-international-denonce-des-disparitions-forcees-sans-precedent-en-egypte_4968600_3212.html